

SOUDAN

Intimidation et démentis – attaques contre la liberté d'expression dans le Darfour

Index AI : AFR 54/106/2004

ÉFAI

Embargo : mercredi 25 août 2004 (10h00 TU)

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Plutôt que de prendre des mesures décisives pour faire diminuer les atteintes généralisées aux droits humains dans le Darfour, le gouvernement soudanais cherche à bâillonner ceux qui dénoncent les exactions, a déclaré Amnesty International dans un nouveau rapport rendu public ce mercredi 25 août.

Soumis à une pression internationale de plus en plus forte, le gouvernement soudanais s'en prend à la liberté d'expression de façon à contrôler toute information susceptible de révéler si le gouvernement remplit ou non ses engagements.

“ *Au lieu d'arrêter ceux qui ont commis des violations des droits humains, les autorités soudanaises arrêtent ceux qui dénoncent les auteurs d'exactions* ”, a déclaré Irene Khan, secrétaire générale d'Amnesty International.

En dépit des risques, certaines personnes parlent, et elles continueront de parler pour dénoncer les violations des droits humains dans le Darfour parce qu'elles ont le sentiment de n'avoir plus rien à perdre.

Le 30 août, le Conseil de sécurité des Nations unies débattit du rapport du secrétaire général sur la situation au Soudan : “ *Tant que les personnes voulant dénoncer ces exactions seront victimes d'actes d'intimidation et interpellées, les engagements du gouvernement du Soudan vis-à-vis de la communauté internationale resteront vains* ”, a déclaré Irene Khan.

La liberté d'expression a été notablement absente des discussions politiques entre le gouvernement soudanais, les Nations unies et d'autres encore. La liberté d'expression est essentielle, non seulement parce que c'est un droit en soi mais aussi parce qu'elle sert à la défense d'autres droits. Tant que les personnes ne seront pas autorisées à parler librement, il sera difficile aux observateurs des Nations unies et de l'Union africaine d'évaluer de façon précise les progrès réalisés dans le Darfour.

Parmi les exemples cités dans le dernier rapport d'Amnesty International figurent ceux de sept personnes, arrêtées pour avoir transmis des informations aux observateurs de l'Union africaine chargés de veiller au respect du cessez-le-feu, à Abou Dereja près d'el Fasher, les 15 et 17 juillet.

Ces personnes étaient toujours détenues dans le centre des forces de sécurité d'el Fasher à la date du 20 août, selon les informations dont nous disposons.

Les autorités soudanaises tentent également d'empêcher la société civile de débattre des causes de la crise et des solutions envisageables. Des personnes ont été arrêtées pour avoir présenté des pétitions, tenté d'organiser des meetings ou pour s'être opposées au retour dans des zones non sécurisées de personnes déplacées par le conflit.

La presse soudanaise indépendante est soumise à un contrôle sévère, la télévision et la radio d'État donnent un point de vue unilatéral de la crise, qualifiant les reportages des médias étrangers sur les violations des droits humains dans le Darfour de “ *complot contre le Soudan* ”. Selon un avocat soudanais : “ *L'un des problèmes est le manque d'informations à Khartoum sur le conflit. Les gens de Khartoum ne savent pas ce qui se passe dans le Darfour. À la télévision et à la radio, le gouvernement dit que tout va bien dans le Darfour, que les gens reçoivent de l'aide et que la situation est sous contrôle.* ”

Le gouvernement soudanais a également cherché à contrôler les informations sur la crise en ne donnant pas accès au Darfour, en dépit de nombreuses requêtes, aux organisations humanitaires internationales, parmi lesquelles Amnesty International, qui s'étaient montrées critiques envers Khartoum.

Le gouvernement soudanais doit lever toutes les restrictions pesant sur le droit à la liberté d'expression et remettre en liberté toutes les personnes détenues uniquement pour avoir exprimé leur opinion.

Le droit à la liberté d'expression doit être protégé dans les engagements pris par le Soudan, dans les pourparlers de paix et dans tout processus de surveillance de la situation au Darfour. ●

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au +44 20 7413 5566, ou consulter le site <http://www.amnesty.org>